

Déjà 102 candidats sont inscrits à Ottawa

Une cuvée record pour les élections



FRANÇOIS PIERRE DUFAULT
fpdufault@ledroit.com

Le millésime 2010 s'annonce une cuvée record pour les élections municipales à Ottawa. À moins d'un mois du début officiel de la campagne, déjà 102 candidats ont ajouté leur nom au bulletin de vote.

C'est une fois et demie plus de candidats qu'aux élections municipales qui ont suivi la fusion de la grande Ville d'Ottawa, en l'an 2000. Soixante-cinq candidats avaient alors brigué les suffrages. Ils étaient 76 candidats sur les rangs aux élections de 2003, avec deux quartiers électoraux en moins, et 87 candidats aux élections de 2006. Cette année, 14 candidats bri-



Le maire sortant Larry O'Brien, Jim Watson et les conseillers Alex Cullen et Clive Doucet ont tous le siège du maire dans leur mire.



guent la mairie. C'est deux fois plus qu'aux dernières élections. Élu avec 47 % des suffrages, il y a quatre ans, le maire Larry O'Brien doit maintenant se mesurer à l'ancien maire Jim Watson et aux conseillers Alex Cullen et Clive Doucet pour défendre son titre. C'est dans le quartier Bale que la lutte électorale génère le plus de candidatures. Ils sont neuf à vou-



loir le siège que M. Cullen laisse vacant pour briguer la mairie. Parmi eux, on retrouve Terry Kilrea qui a lancé sa campagne, la semaine dernière, en exprimant son «dégout» pour le projet de transformer l'ancienne école Grant en centre de services pour les francophones de l'ouest d'Ottawa. Dix-huit des 23 conseillers sor-



tants brigueront un nouveau mandat. Les conseillers Rick Chiarelli et Maria McRae ne l'ont pas encore annoncé officiellement, mais doivent ajouter leur nom à la liste d'ici peu. Outre MM. Cullen et Doucet qui briguent la mairie, les conseillers Peggy Feltmate, Jacques Legendre et Gort Hunter tireront leur révérence à la fin de leur mandat.

Seule la conseillère Marianne Wilkinson vogue toujours vers une réélection sans opposition. L'élu du quartier Kanata-Nord serait la première à remporter une élection sans faire campagne depuis 2003. La date limite pour déposer une candidature est le 10 septembre. Les élections auront lieu le 25 octobre.

Élections municipales à Casselman

Un adversaire contre Lamadeleine

JEAN-FRANÇOIS DUGAS
jfdugas@ledroit.com

Le maire de Casselman, Conrad Lamadeleine, devra sortir ses pancartes électorales cet automne. Un deuxième candidat brigue la mairie du village de l'Est ontarien.

Claude Levac, a officiellement soumis sa candidature pour le poste de maire, hier matin, à l'hôtel de ville de Casselman.

«J'ai toujours été intéressé par la politique, mais je n'ai jamais fait de la politique active», note l'enseignant à la retraite.

Fort d'une carrière de plus de 30 ans, notamment à titre de surintendant de l'éducation à Sault-Sainte-Marie et de directeur d'école dans Prescott-Russell pendant 11 ans, M. Levac estime qu'il possède les habiletés et qualités nécessaires

pour assumer le rôle de maire. «Je n'ai pas d'expérience en politique. C'est vrai. Mais cela ne veut pas dire que je ne peux pas être maire. Il y a des modèles semblables de prise de décision (en éducation).

«J'ai réalisé plusieurs choses et j'ai développé diverses habiletés lors de ma carrière. Tout cela marque une personne et fait en sorte que je peux diriger un conseil municipal. (Siéger à un conseil municipal) n'est pas le facteur le plus important.»

Objectifs

À l'instar du système d'éducation ontarien, M. Levac entend utiliser ses compétences pour établir une ligne de conduite, une structure, à Casselman. «J'aimerais construire ou améliorer le conseil

municipal à partir d'un système de fonctionnement.»

Cette nouvelle gestion du conseil municipal favoriserait entre autres les relations entre les élus, le personnel municipal et les conseillers scolaires.

«Le leadership, ce n'est pas juste une seule personne», dit-il.

M. Levac aimerait également développer un modèle de consultation efficace avec les citoyens, notamment avec la création de comités consultatifs.

«Ce n'est pas nous qui formons la communauté. Ce sont les citoyens qui sont à la source. Je ne suis qu'un outil pour l'amélioration de la communauté.»

Par ailleurs, M. Levac veut miser sur une meilleure transparence à Casselman, améliorer les relations avec les médias et valoriser davantage les gens de la communauté.

EN BREF

POULIN VOUDRAIT VOIR UN CANDIDAT BILINGUE À LA MAIRIE

Bruce Poulin aimerait voir au moins un candidat francophone à la mairie d'Ottawa. Le candidat dans le quartier Rideau-Rockcliffe affirme que «plusieurs conseillers municipaux possèdent l'ensemble des compétences requises; cependant aucun ne semble prêt à se risquer sur le terrain vierge d'une course à la mairie». Le retraité de Robert Gauthier ne laisse aucun francophone parmi les 14 prétendants à la mairie. M. Poulin est d'avis qu'un candidat francophone rendrait l'élection plus intéressante et accroîtrait la participation des électeurs. «Aussi, éliminons-nous un maire compétent dans les deux langues officielles au lieu de quelqu'un qui baragouine le français», de souligner le candidat.

POURPARLERS POUR ÉVITER UNE GRÈVE CHEZ WASTE MANAGEMENT

Des pourparlers ont repris hier pour éviter une grève chez Waste Management, à Ottawa. La compagnie et le syndicat qui représente 50 éboueurs et 15 opérateurs du site d'enfouissement du chemin Carp tentent d'en venir à une entente de principe d'ici jeudi. Les employés représentés par le Syndicat canadien de la fonction publique ont voté à 95 % en faveur d'un mandat de grève. Ils sont responsables de la collecte des matières recyclables dans les immeubles d'habitation et de la collecte des ordures industrielles à la grandeur de la ville. Les négociations achoppent principalement sur la question des avantages sociaux, des horaires de travail et du temps supplémentaire.

LeDroit

UN VOYAGE À TRAVERS LE TEMPS ET L'ESPACE!

SUPEREX DU 19 AU 29 AOÛT
PARCLANSDOWNE, À OTTAWA ottawasuperex.com

LE 21 AOÛT
JOURNÉE «VERTE»

teoca
THE TRAILING EDGE

Lafleche Malex

LE 23 AOÛT
JOURNÉE DE LA SENSIBILISATION
AU DON D'ORGANES

17 h - Ruban vert humain

Ontario

LE 26 AOÛT
JOURNÉE
DE LA MRC DE PONTIAC
et concours de
tartes aux pommes
de la vallée
de l'Outaouais

IPONTIAC

LE 28 AOÛT
JOURNÉE DÉDIÉE
À LA VILLE

Ottawa

Voyez le forfait **Stay & Play** du Cartier Place Suite Hotel à l'adresse www.suitedreams.com

LeDroit

Début des audiences de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Des mois de détention à l'horizon

**Laura-Julie Perreault
et Anabelle Nicoud**
La Presse

MONTRÉAL — Trois jours après l'arrivée du *MV Sun Sea* au Canada, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) doit se pencher aujourd'hui sur le cas d'une première passagère tamoule qui a demandé d'être mise en liberté. L'audience, initialement prévue hier, a été repoussée à aujourd'hui. Les 490 demandeurs d'asile ignorent encore s'ils devront rester en détention.

Le processus promet d'être long, craint Robert Blanshay, avocat de Toronto qui représente six familles tamoules du *MV Sun Sea*. «J'espère que la Commission va commencer avec les femmes et les enfants, dit-il. Les dossiers comme ça bougent très lentement.»

L'avocat a passé la journée d'hier auprès de certains enfants du navire, qui ont voyagé plus de 100 jours en mer. «Le gouvernement parle de terroristes, mais ce que les gens doivent comprendre, c'est que ce sont des réfugiés: des femmes, des enfants, on n'a pas d'informations du gouvernement qu'ils sont des terroristes ou des membres des Tigres.»

M^e Blanshay ignore encore quelles seront les décisions que prendra la CISR dans les prochaines semaines. «Il va falloir attendre et voir. Je ne sais pas dans quelle direction le gouvernement va aller, mais je crains qu'il ne prenne une position très dure envers les demandeurs d'asile, malheureusement», dit-il.



Dans les 48 dernières heures, les 490 migrants qui se trouvaient à bord du *MV Sun Sea* ont été transférés de la base militaire d'Esquimalt à deux centres de détention provinciaux de la Colombie-Britannique.

Ce matin, la CISR étudiera également la demande des médias d'assister aux audiences. Habituellement, les rencontres se font à huis clos, pour protéger l'identité des réfugiés potentiels, mais les médias peuvent demander une dérogation si le cas est d'intérêt public.

«Nous ne pensons pas que ce soit juste qu'un cas établisse un précédent pour les autres. Certaines personnes ne voudront pas que leur histoire se retrouve dans les médias parce qu'ils ont de la famille au Sri Lanka», a dit à *La Presse* Katpana Nagendra, représentante du gouvernement transitionnel de l'Éelam tamoul et membre active de la communauté tamoule du Canada.

Dans les 48 dernières heures, les 490 migrants qui se trouvaient à

bord du navire-cargo thaïlandais ont été transférés de la base militaire d'Esquimalt à deux centres de détention provinciaux de la Colombie-Britannique situés à Maple Ridge, à l'est de Vancouver.

Alors qu'environ 350 hommes sont détenus au centre correctionnel Fraser à Maple Ridge, environ 50 sont au centre de détention Alouette. Quelques-uns de la cinquantaine de mineurs qui étaient à bord du bateau sont hébergés avec leur mère. Au cours des prochaines semaines, chacun des demandeurs d'asile aura droit à une révision de sa détention.

Expérience partagée

Les passagers du *MV Sun Sea* ne sont pas les premiers demandeurs d'asile tamouls à être détenus

dans une prison de Colombie-Britannique.

L'an dernier, 76 autres Tamouls du Sri Lanka, eux aussi arrivés par bateau en Colombie-Britannique pour demander l'asile, ont subi le même sort. Certains sont restés derrière les barreaux pendant plus de six mois.

C'est le cas d'Arun (nom fictif) qui, joint par téléphone à Toronto, a raconté à *La Presse* les conditions dans lesquelles il a été détenu au centre correctionnel de Maple Ridge, l'endroit même où ont été transférés les quelque 350 passagers masculins du *MV Sun Sea*.

«Nous étions deux par cellule, parfois trois quand il y avait trop de monde au centre de détention. On nous laissait sortir pour les repas et en fin d'après-midi pour aller au gym ou pour prendre

l'air», se rappelle Arun.

Les demandeurs d'asile, ajoutait-il, avaient leur propre aile de la prison et n'ont jamais été mêlés aux criminels abrités dans les autres ailes.

Chaque cellule, décrit-il, avait une télé que les détenus regardaient pendant une bonne partie de la journée. Des films en langue tamoule leur étaient aussi fournis sur demande.

«Ce qui a été le plus difficile au début, c'est la nourriture. Nous n'étions pas habitués à ce qui nous était servi, c'était très différent de ce que nous mangions au Sri Lanka, mais rapidement, les autorités de la prison ont adapté le menu.»

Hindous pour la plupart, plusieurs Tamouls sont notamment végétariens.

«En détention, nous pouvions communiquer avec nos familles ou nos avocats. Pour moi, plus le temps avançait, moins je parlais à ma famille, qui avait des problèmes avec les autorités au Sri Lanka.»

Aujourd'hui, 11 mois après son arrivée et cinq mois après avoir été mis en liberté, Arun attend que la Commission de l'immigration se penche sur son dossier. Il dit ne pas regretter d'avoir fait le voyage à bord de l'*Ocean Lady*, et ce, même s'il dit avoir versé 35 000 \$ à ses passours.

Ces jours-ci, Arun pense à ses compatriotes tout juste débarqués du bateau et espère qu'ils auront droit au même traitement qu'il a reçu. «Je voudrais les aider, mais je n'en ai pas encore les moyens», conclut-il.

Des passagers auraient payé jusqu'à 50 000 \$ le billet

WINNIPEG — Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Vic Toews, a affirmé hier que le cargo qui a mené 490 migrants tamouls jusqu'au Canada avait été rénové pour accommoder encore plus de passagers et ainsi maximiser les profits.

Selon lui, les passagers du *MV Sun Sea* ont payé de 40 000 à 50 000 \$ US chacun pour le trajet, ce qui aurait rapporté une manne d'argent aux passeurs

et ce, même si le bâtiment a été saisi. Le ministre a par la suite reconnu qu'il ne savait pas si tous les passagers ont dû s'acquitter d'une telle somme.

M. Toews a expliqué que les installations sanitaires du petit navire avaient subi des travaux d'envergure pour pouvoir accommoder les centaines de personnes qui ont pris part à cette expédition extrêmement rentable.

Les audiences relatives à la

détention ont commencé en soirée hier.

Le *MV Sun Sea* est arrivé à Victoria vendredi avec à son bord quelque 490 personnes fuyant le Sri Lanka. Tous les passagers à bord ont réclamé le statut de réfugié au Canada.

Tigres tamouls

Par ailleurs, le ministre Toews a soutenu que les propriétaires du

MV Sun Sea avaient toujours eu le Canada comme destination et qu'ils font partie d'une organisation criminelle possiblement liée aux Tigres tamouls.

Un test, dit Toews

M. Toews a répété que le gouvernement du Canada envisageait d'adopter de nouvelles lois pour empêcher d'autres navires semblables de prendre le Canada

pour cible. Il a ainsi rappelé que les transporteurs aériens sont responsables de tous les passagers qui arrivent sans que leurs papiers ne soient en ordre.

Des rumeurs voulaient que deux autres navires voguent vers le Canada, mais M. Toews a indiqué ne pas en connaître le nombre. Selon lui, il existait des preuves que l'arrivée du *MV Sun Sea* ne constituait qu'un test.

La Presse Canadienne

LE DROIT, LE MARDI 17 AOÛT 2010



On revient toujours chez Pilon!
5 boul. Montclair, secteur Hull
819 771-5841
ouvert le samedi de 7 h 30 à 13 h 00
www.pil.ca

NOUS LIVRONS DU CANEXEL À TOUS LES JOURS... LE #1 DE LA RÉNOVATION

<p>BOIS TRAITÉ, GRADE SELECT K.D.</p> <p>PRO DEK</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>2" X 4" X 8 pi.</td><td style="text-align: right;">4,475</td></tr> <tr><td>2" X 6" X 8 pi.</td><td style="text-align: right;">6,775</td></tr> <tr><td>1 1/4" X 6" X 8 pi.</td><td style="text-align: right;">5,905</td></tr> <tr><td>4" X 4" X 8 pi.</td><td style="text-align: right;">9,185</td></tr> <tr><td>2" X 8" X 8 pi.</td><td style="text-align: right;">9,235</td></tr> <tr><td>6" X 6" X 8 pi.</td><td style="text-align: right;">22,585</td></tr> </table>	2" X 4" X 8 pi.	4,475	2" X 6" X 8 pi.	6,775	1 1/4" X 6" X 8 pi.	5,905	4" X 4" X 8 pi.	9,185	2" X 8" X 8 pi.	9,235	6" X 6" X 8 pi.	22,585	<p>PLASTIVAL RENAISSANCE (HANDRAIL)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>1 kit de poteaux rond 3/4" noir 42"(15).....</td><td style="text-align: right;">49,285</td></tr> <tr><td>2 mcx 2" x 4" x 6' en cèdre rouge.....</td><td style="text-align: right;">19,285</td></tr> <tr><td>2 mcx de 4" x 4" x 4' en cèdre rouge.....</td><td style="text-align: right;">25,285</td></tr> <tr><td>2 capuchons en cèdre rouge.....</td><td style="text-align: right;">1,285</td></tr> <tr><td>4 brackets pour 2" x 4".....</td><td style="text-align: right;">2,285</td></tr> <tr><td>Total (non assemblé).....</td><td style="text-align: right;">98,285</td></tr> </table>	1 kit de poteaux rond 3/4" noir 42"(15).....	49,285	2 mcx 2" x 4" x 6' en cèdre rouge.....	19,285	2 mcx de 4" x 4" x 4' en cèdre rouge.....	25,285	2 capuchons en cèdre rouge.....	1,285	4 brackets pour 2" x 4".....	2,285	Total (non assemblé).....	98,285	<p>CANEXEL</p> <p>Le plus gros inventaire de la région</p> <p>CROSSTIMBERS</p> <ul style="list-style-type: none"> • 12 pi 27,99\$ • 16 pi 35,99\$ <p>Couleur cèdre planches pour patios</p>	<p>QUELLEY OIL</p> <p>Plancher flottant 13,5 mm</p> <p>219\$ le pi. car.</p> <p>(14,04 pi. car.) Vendu à la boîte seulement</p>	<p>maibec</p> <p>RÉVÈTEMENT 6" MAIBEC EN BOIS MASSIF</p> <p>9 COULEURS EN INVENTAIRE</p> <p>259\$ LE PI. CA. COUVRANT</p>
2" X 4" X 8 pi.	4,475																											
2" X 6" X 8 pi.	6,775																											
1 1/4" X 6" X 8 pi.	5,905																											
4" X 4" X 8 pi.	9,185																											
2" X 8" X 8 pi.	9,235																											
6" X 6" X 8 pi.	22,585																											
1 kit de poteaux rond 3/4" noir 42"(15).....	49,285																											
2 mcx 2" x 4" x 6' en cèdre rouge.....	19,285																											
2 mcx de 4" x 4" x 4' en cèdre rouge.....	25,285																											
2 capuchons en cèdre rouge.....	1,285																											
4 brackets pour 2" x 4".....	2,285																											
Total (non assemblé).....	98,285																											

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com 855-661-7776/493-8888 500-024-024
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

http://ledroitentpartenariat.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx... 2010-08-17

LE PAYS ET LE MONDE

Inondations au Pakistan

La peur du choléra plane

Alors que le pic des inondations semble passé, l'ONU tire la sonnette d'alarme: 3,5 millions d'enfants sont menacés si les secours ne les atteignent pas au plus vite. La population montre des signes d'impatience devant la lenteur des secours et des ONG craignent une épidémie dévastatrice de choléra.

MATHIEU PERREAULT
La Presse

Près de 3,5 millions d'enfants pakistanais pourraient souffrir d'infections transmises par l'eau si les secours ne sont pas accélérés, averti hier l'ONU. Pour le moment, les pires inondations depuis 1929 n'ont pas déclenché d'épidémie de dysenterie ou de choléra. Mais les spécialistes craignent le pire.

«Les inondations ne causent pas le choléra», explique Thomas Conan, chef de mission pour Médecins sans frontières, en entrevue téléphonique depuis la zone sinistrée. «Mais les inondations facilitent sa transmission. Le Pakistan connaît chaque année des épidémies de choléra pendant la saison des pluies. Si elles avaient déjà commencé avant les inondations, le nombre de cas sera beaucoup plus grand que la normale.»

L'an dernier, MSF avait traité 5000 personnes infectées au choléra au Pakistan. «Le taux de mortalité était faible, parce qu'on pouvait guérir les personnes rapidement. En ce moment, les gens

sont grandement affaiblis, et surtout on ne peut pas les secourir rapidement. Les secours arrivent au compte-gouttes, il n'y a plus de routes, plus de ponts. S'il y avait ne serait-ce qu'un ou deux cas qui n'avaient pas été remarqués avant les inondations, le nombre de victimes pourrait être énorme.» Pour le moment, entre 10% et 15% des 10000 personnes traitées par MSF souffraient de diarrhée, mais aucune n'avait le choléra, selon M. Conan.

Selon l'AFP, le Pakistan n'avait toujours pas recensé hier de cas de choléra, même si l'ONU en avait annoncé un samedi. Un travailleur humanitaire a aussi indiqué à l'AFP, sous le couvert de l'anonymat, avoir eu vent de plusieurs décès du choléra. L'OMS a recensé 36000 cas de diarrhée aiguë et se prépare à soigner 140000 personnes en cas d'épidémie de choléra.

Des circonstances «idéales»

Les trois provinces touchées, où habitent 167 millions de personnes, forment des circonstances idéales pour la transmission des maladies hydriques, selon Bog-



Associated Press

Pour le moment, les pires inondations depuis 1929 au Pakistan n'ont pas déclenché d'épidémie de dysenterie ou de choléra. Mais les spécialistes craignent le pire.

dan Dumitru, vice-président aux programmes internationaux de Care. «Les puits d'eau potable sont bouchés par la boue, dit M. Dumitru en entrevue depuis le Pakistan. Il faudra des jours pour les remettre en état de marché, et seulement quand l'eau se sera écoulée des champs. D'habitude dans des situations pareilles il y a toute sorte de transmission bactérienne par l'eau. Mais là, on parle d'une situation vraiment

incroyable.»

Dans l'un des villages qu'a visités M. Dumitru, dans le nord montagneux du pays, un hôtel de dix étages a été complètement balayé par les eaux. «Je n'ai jamais vu ça de ma vie. C'est bien pire que le tsunami. C'est un défi logistique énorme. 253 ponts et 360 routes sont complètement ou en partie impraticables.»

Parfois, des leurs d'espoir scintillent. «Nous avons été dans

un village au nord de Mindorat, le chef-lieu de Swat, où l'an dernier il y avait eu des accrochages entre le gouvernement et les insurgés. Nous avons dû faire à pied les dernières trois ou quatre heures de route. Mais miraculeusement, la population locale était desservie par une clinique médicale mobile financée par le Canada, qui avait été mise en place pour les personnes déplacées par le conflit.»

L'aide internationale arrive au compte-gouttes

MARIE-CLAUDE MALBŒUF
La Presse

Les dons pour le Pakistan entraînent toujours au compte-gouttes hier, alors que les Nations unies avaient récolté le tiers des 460 millions requis pour l'aide d'urgence.

«C'est le plus grand désastre naturel des dernières années, et pourtant, la réaction des donateurs est très tiède. Cela contraste de façon marquée avec ce qui s'est passé pour Haïti», observe le politologue Jorge Heine, du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, basé à Waterloo.

«C'est politique, avance-t-il en entrevue. Le Pakistan a été décrit comme le pays le plus dangereux au monde. Il exporte des terroristes. Des documents mon-

tréent que ses services secrets appuient les talibans. C'est un cocktail explosif. Les gens se sentent menacés.»

«Le système politique pakistanais n'inspire pas confiance et les dirigeants ne sont pas aussi honnêtes qu'ils le devraient, avance de son côté l'ex-président de l'Association pakistanaise de Montréal, Zaheer Abbasi. Mais le pire risque, c'est qu'une partie de l'argent soit gaspillée. L'argent n'ira pas aux talibans.»

Hier, plusieurs abondaient dans le même sens. «Les sinistrés sont des mères, des enfants, mais dans le passé, les informations relatives au Pakistan étaient toujours liées aux talibans ou au terrorisme», a déclaré Melanie Brooks, porte-parole de l'ONG CARE International à Genève.

Au Canada, la population se montre assurément moins géné-

reuse que d'ordinaire. Depuis une semaine, les Canadiens ont versé 200 000 \$ à la Coalition humanitaire formée par CARE, Aide à l'enfance, Oxfam et Oxfam Québec. Après le séisme en Haïti, en autant de jours, ils avaient versé 18 fois plus.

Pourtant, le Canada compte encore plus d'immigrants pakistanais qu'haïtiens (125 000 contre 102 000 selon le dernier recensement).

«C'est une crise qui est lente, moins spectaculaire aux nouvelles et les gens sont en vacances», analyse Marie-Eve Bertrand, directrice du développement à CARE.

Course contre la montre

Mais maintenant qu'un premier cas de choléra a été signalé, c'est toutefois «une course

AIDE AU PAKISTAN CE QUI MANQUE

Secteur	Ressources disponibles	Ressources manquantes	% couvert
Sécurité alimentaire	42,1 M	114,2 M	27%
Nutrition	6 M	8,2 M	42%
Santé	7,1 M	49 M	13%
Eau, purification et hygiène	19,1 M	91,4 M	17%
Abris et matériel	24,6 M	80,4 M	23%
Protection	0 M	2 M	0%
Logistique	1,3 M	14,3 M	8%
TOTAL	100,2 M	359,5 M	28%

* Aide en millions \$ US arrondis à la première décimale. Ne tient pas compte d'une somme de 43 millions de dollars américains qui n'a toujours pas été versée par différents pays.

Source: La Presse

contre la montre pour secourir les gens» et leur fournir de l'eau non contaminée, prévient la Coalition humanitaire.

En date d'hier, les États-Unis avaient versé près de 62 mil-

lions \$ US aux Nations unies. Le Canada a versé 1,2 million \$ US à l'ONU, mais s'est engagé à en verser 22,3 millions de plus, ce qui en fera le deuxième donateur en importance.

LEDROIT, LE MARDI 17 AOÛT 2010

Article rank | 17 Aug 2010 | Ottawa Citizen

Daycare rules must make sense

I am the mother of two girls, ages three years and one year. My husband and I first started looking for day care a month after I got pregnant by placing our unborn child's name on the centralized waiting list.



BRUNO SCHLUMBERGER, THE OTTAWA CITIZEN

Renee Lortie says provincial rules must help daycare providers offer quality care, but banning play dates, in some cases, is illogical. How can we expect to get quality of care from underpaid caregivers who are forced to work in isolation?

After a few visits to some larger institutional daycares we realized that this option was not for us. So we started to look at the home-care option.

Then the decision had to be made regarding licenced versus independent home care. Like most parents, we assumed that a licensed daycare would be the safer option.

The daycare we finally chose was, in fact, independent. Luckily, we did not wait to get a call from the institutional daycares we originally chose on the centralized waiting list because not one of them called to offer our child a spot before my year of maternity leave was up.

I asked my caregiver why she wasn't licenced given the obvious quality of her care. Her answer was that if she were to licence through an agency, she could neither afford good quality food nor pay the staff a decent wage. She also noted that as a member of the organization Child Care Providers Resource Network (CCPRN), she has access to many mentoring and training programs negating the need for the training programs offered by the agencies.

The other factor she raised is the very out-of-date and unrealistic age restrictions of the license.

She would have to turn down families based entirely on the date of their child's birthday.

Now, as I understand it, the province is trying to take away a caregiver's right to have play dates.

Mothers are encouraged to go to play groups, take naps while their babies sleep, and arrange play dates with other mothers. Why? To preserve our sanity and socialize our children. So how can we expect to get quality of care from underpaid caregivers who are forced to work in isolation?

I think it was tasteless of the Ministry of Education to raise the issue of play dates in the tragic circumstances of a child's recent drowning.

I applaud the Citizen for running drowning prevention information for parents and caregivers alike. Further, I sincerely hope the province can someday draft new, more sensible and contemporary legislation that will make licensing more appealing and rewarding for our child care providers.

RENEE LORTIE, Ottawa

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 17 Aug 2010 | Ottawa Citizen | BY SARAH SCHMIDT | POSTMEDIA NEWS

Children have more BPA in bodies than parents: study

Toxic chemical detected in 91% of Canadians

Canadian children and teenagers have higher levels of bisphenol A in their urine than their parents and grandparents, according to the first national survey on the exposure of chemicals.

The survey also found that nearly all Canadians have the estrogen-mimicking toxin in their bodies.

Released Monday by Statistics Canada and Health Canada, the study found that nine out of 10 Canadians aged six to 79, or 91 per cent of the population, have BPA in their urine. But people aged 12 to 19 had an average level of 1.50 parts per billion — higher than the overall average of 1.16 parts per billion.

Younger children also brought up the national average (1.30 ppb), while their parents (ages 40 to 59) and their grandparents (ages 60 to 79) had lower levels of the toxin (1.04 and 0.90 ppb respectively).

Given how quickly BPA can be flushed from the body and the high frequency of detection, “these data suggest continual and widespread exposure of BPA,” states the report.

Reproductive toxicity — including effects on fertility and development — has been identified as a key health effect of exposure to high concentrations of BPA, a recognized endocrine disrupter.

Bisphenol A can leach into food from the protective epoxy resin coatings of canned foods or beverages and from such consumer products as polycarbonate tableware, plastic food storage containers and reusable hard plastic bottles.

The report said it can't make a finding on safety because the government has yet to establish a level of BPA in urine that would be of concern — although Health Canada has a safe intake level for the substance. The U.S. government's national toxicology program, meanwhile, has concluded it has “some concern for effects on the brain, behaviour and prostate gland in fetuses, infants and children at current human exposures to bisphenol A.”

The American Chemistry Council was quick to characterize the results as “very reassuring.”

The council said the typical level of BPA found in urine corresponds to an intake that is approximately 1,000 times below the safe intake level set by Health Canada for all age groups — including children and teenagers.

But consumer advocacy groups read the results differently, saying they illustrate why Canada's 2008 ban of BPA in plastic baby bottles needs to be extended to other products, including tin cans for food and drinks.

“I don't care what kind of outdated, half-baked argument the industry tries to muster today. There's no way they can explain away any level of a hormonally active chemical in nine out of 10 Canadians. It's just not possible,” said Rick Smith, executive director of Environmental Defence.

“The reality is that the best available science points to the fact that there is no safe level of BPA — that any amount of BPA has some biological effect, as you would expect from a hormonally active chemical.”

He added that the BPA “ trend line” is moving in the wrong direction.

“Kids have higher BPA levels in their bodies than the parents and grandparents do. And that means that the kind of leadership the Canadian government has undertaken on BPA needs to continue. What we need to see is BPA banned and regulated in the other areas where it's present in our daily lives.”

J. David Miller, a toxicologist at Carleton University who is a member of the Washington-based Toxicology Forum, says it's important to do surveillance of toxins. But the numbers also have to be interpreted — “ chemicals-in-your-body” studies generate concern, but there is little information on how to interpret the information, he said.

“It's like throwing a grenade in a barrel. It's going to be bad unless you explain what it means.”

For one thing, Miller points out that parts per billion are such miniscule concentrations that they are difficult to measure accurately.

“It's a very small number. It's hard to imagine, it's so small,” he said.

For another, regulatory agencies in Canada, the U. S. Europe and Japan all agree that BPA produces

what is legally called a "reasonable certainty of no harm." One recent multi-generational study of non-human primates by the U.S. Food and Drug Administration concluded that there was no evidence of harm. Other studies have shown the BPA is very quickly metabolized, he said.

Meanwhile BPA is a chemical that has been used for a long time, so it's not surprising to learn that people still have it in their bodies, said Miller.

"Even if you were to turn the tap off completely, it would exist for a long, long time," he said. "To expect it to disappear overnight is unreasonable."

Miller points out, for example, that lead is still present in the environment, even though lead was taken out of gas about 30 years ago.

A spokesman for Health Minister Leona Aglukkaq declined to say whether she was concerned about the results, but said the government "will continue to take action where needed."

The survey also tested for lead levels in the blood of Canadians. Lead was detected in 100 per cent of the population, but concentrations have fallen dramatically in the past 30 years and now stand below levels that would require intervention for more than 99 per cent of the population.

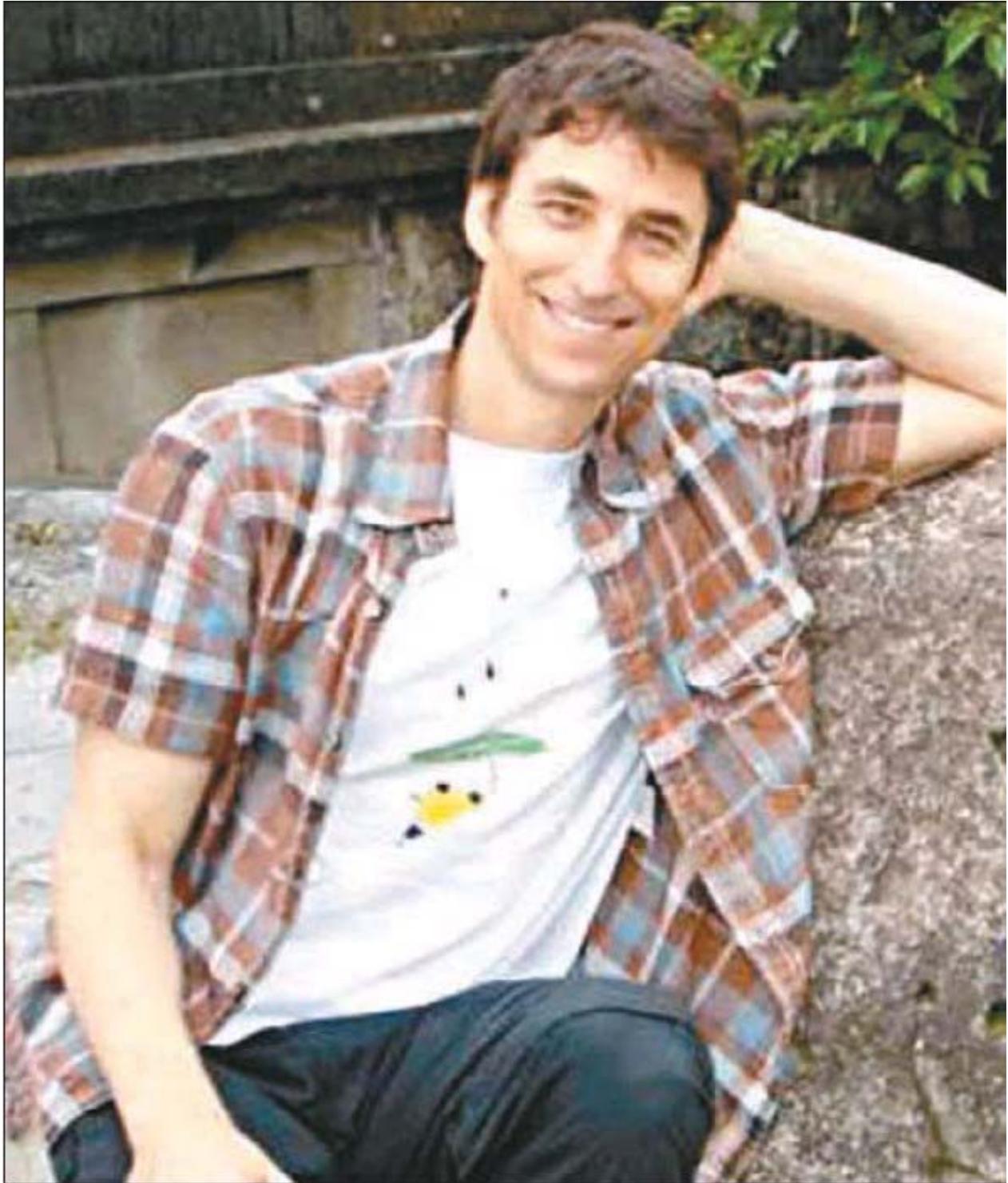
Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 17 Aug 2010 | Ottawa Citizen | POSTMEDIA NEWS

Hot profs suffer career setbacks

A new study suggests attractive academics have a tougher row to hoe. MISTY HARRIS reports

Academics are sexy at their own risk, according to a new report that finds “ professors who are considered too good-looking can be cast by their peers as lightweights, known less for their productivity than for their pulchritude.”



POSTMEDIA NEWS

RateMyProfessors' most recent hot list ranks Kevin Bertolin, an instructor of philosophy at Ventura College, No. 7. Such sites have elevated dorm-room whispers to national broadcast.

This " beauty penalty" has persisted for decades in academe. But the Chronicle of Higher Education, a leading post-secondary trade paper, concludes that the digital age has put campus gossip in such public view that the threat to eye-catching educators' reputations has never been greater.

"The feeling among professors was that if you looked like you spent too much time in the beauty

parlour and not enough in the library, it was a problem," says Chronicle senior writer Robin Wilson. "It's almost better to be a little crusty-looking, so people will trust you and give you more respect."

Wilson reports that social media, online "hot lists," and such sites as Rate My Professors and Lemondrop have elevated dorm-room whispers to national broadcast, making it ever harder for instructors and their colleagues to ignore or subvert inappropriate comments. This effect was particularly pronounced for female educators working in male-dominated fields.

"Men didn't say it caused any trouble per se with their peers, they were just really embarrassed by it," says Wilson. "But attractive women in science felt like their male colleagues took them less seriously because of (the chatter) and treated them like bimbos at conferences. They had to take extra measures to look serious."

This finding dovetails with a recent study in the Journal of Social Psychology that revealed attractive women are discriminated against when applying for jobs considered "masculine."

A June Newsweek survey of human resource professionals and members of the public found appearance was considered relevant throughout the workplace, particularly for women. In fact, looks ranked above education when hiring managers were asked to rank character attributes on a scale of importance.

But because beautiful people command higher salaries, do better on evaluations, draw higher student satisfaction ratings and have a generally easier time in life, getting people to care about a "beauty penalty" is no easy feat.

"I think a lot of the public reaction is, 'Well, boo hoo,'" says Johnson. "There are so many benefits to being attractive ... that when every once in a blue moon there's some drawback, people aren't very sympathetic."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 17 Aug 2010 | Ottawa Citizen

Students willing to work deserve a second chance

Re: Quality control, Aug. 9

Students who get Ds don't try, it's as simple as that. If you remove the D, they will fail and drop out before they even see the content in Grade 11, which would drastically reduce the education of the general population, and I'm not sure what the benefit is in that.

Furthermore, even a college degree is worth peanuts today. My brother graduated with a biology degree from university two years ago and is still without a job. You need a high school diploma to get virtually any job today and if you don't have it, well you are going to be on welfare.

The real problem with the education system is that it isn't standardized within each province. A girl I met in university had a 97 per cent average in high school and now hovers around a 75 per cent average at university, and by her own admission, tries harder now than she did back then.

On the other hand, two of my other friends had high-80 averages in high school and maintained that throughout their undergrad education.

As for students being able to rewrite an essay they did poorly on, while I agree that ideally this wouldn't happen, the goal of high school is to learn and I don't care if a student rewrites an essay once, twice, or 50 times, as long as they are willing to put in the time and effort to learn how to become a better writer.

COLIN GOFF, Navan

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.